

Le renouveau du nationalisme basque

A Hernani, les boulangers n'avaient pas fait le pain. A Pasajes, près de Saint-Sébastien, les dockers — corporation peu politisée — avaient paralysé les ports de pêche et de commerce. Un peu partout, dans la province de Guipuzcoa, des débits de tabac, pourtant concédés par l'Etat à des veuves de militaires ou à des pensionnés, étaient fermés. Notre interlocuteur, un responsable du parti nationaliste basque, qui avait été à l'origine du mouvement (1), en conclut : « Pour nous, la grève a été un plébiscite. Les trois quarts de la population ont dit, en pleine répression : « Je suis basque ! »

« Je suis basque ! » Trente-six ans après l'éphémère république autonome d'Euzkadî, le sentiment national semble s'être réveillé la semaine passée de façon spectaculaire. En fait, voici des années que les Basques des provinces maritimes (Guipuzcoa, Biscaye) ont retrouvé certaines de leurs libertés, arrachées à un Etat durement centralisateur, et qui ne leur a jamais pardonné d'avoir combattu dans les rangs républicains pendant la guerre civile : on peut parler aujourd'hui l'euskera (langue basque), l'écrire, l'enseigner même, du moins dans les associations culturelles ou confessionnelles tolérées par Madrid.

Pourtant, le Pays basque présente encore ce visage douloureux derrière des barreaux que l'ETA, l'organisation séparatiste, a gravé sur les images de catéchisme destinées à sa propagande. Le problème n'est pas seulement culturel, il est politique. Toutes les libertés sont revendiquées désormais. Ce sont des Basques qui ont fait grève dans les vallées « savoyardes » du Guipuzcoa, ou dans les petites villes industrielles qui égrenent leur ciment et leurs fumées le long du littoral cantabrique. Mais, sur la rive gauche du Nervion, près de Bilbao, où les hauts fourneaux et les industries chimiques créent un « smog » permanent, le mouvement lancé par solidarité avec les Basques de Burgos a été suivi par des hommes qui, pour la plupart, sont des immigrants de la Meseta castillane ou de la rocaïlle andalouse.

« Ce fut une grève... par émotion », nous ont dit, à Baracaldo et à Sestao, des militants (communistes) de commissions ouvrières. « Ce fut une grève... par émotion », nous ont précisé des prêtres qui furent les premiers à annoncer, en chaire, que six peines de mort seraient requises à Burgos, ce que la presse espagnole avait caché.

L'évolution du parti traditionnel

L'exigence des libertés publiques et la revendication nationale se sont mutuellement nourries. L'opposition au régime a finalement renforcé le « vieux » parti nationaliste basque. Pourtant, dans les années 60, après la mort de José Antonio Aguirre, premier et seul président de la république d'Euzkadî, le P.N.V. (partido nacionalista vasco) avait connu une période de flottement. Certains, impatientés par son immobilisme, le tenaient pour moribond. « Les dirigeants n'avaient pas évolué. Ils freinaient les initiatives de la jeunesse, dont ils craignaient qu'elle ne se tourne vers le marxisme et perde tout sentiment national. »

Déserté par ses militants, débordé sur sa gauche par l'activisme de l'ETA, le vieux parti consentit à se rajeunir. Il intégra les jeunesses du parti groupées dans l'EGI (Euzko-Gastedi) et renouvela l'an dernier les neuf dixièmes de ses « juntas municipales » et de ses conseils de province (le Pays basque espagnol compte quatre provinces : Guipuzcoa, Biscaya, Alava, Navarra).

Aujourd'hui l'ancien parti, d'inspiration démocrate chrétienne, a perdu tout caractère confessionnel. Il se réclame d'un socialisme « humaniste », comme un de ses responsables nous l'a dit sommairement : « Nous sommes contre le libéralisme, qui, en Espagne, a été centraliste et monopoliste. Mais nous restons partisans de l'initiative privée et d'une justice sociale assurée par l'impôt. »

Surtout, le parti ne rejette plus absolument l'usage de la violence. Sans doute nombre de ses militants pensent-ils encore que le recours aux armes conduirait le peuple basque au « suicide », mais ils ne le réprouvent plus chez les autres. Les jeunes de l'EGI sont favorables à des attentats contre la « puissance occupante » ou l'oligarchie régnante. Il y

à quelques années ils ont fait éclater une bombe sur le trajet du Tour cycliste d'Espagne afin d'en dénoncer l'organisateur, le Journal *Correo español*, jugé odieusement antibasque. Le parti nationaliste reste malgré tout prisonnier de ce que certains appellent une « fiction institutionnelle » et d'autres un « sacrifice délibérément consenti » : ses militants contribuent largement à faire vivre un gouvernement basque en exil — image d'une légitimité acquise en 1936 au suffrage universel.

L'ETA, pour sa part, ne songerait sans doute pas à confier aux urnes le choix d'une indépendance politique, puisqu'elle tente déjà de l'imposer par la guérilla. Dès ses premières années, en 1960, le mouvement, fondé par une trentaine de jeunes dissidents du parti nationaliste, a revendiqué et pratiqué la violence comme moyen de propager la cause nationale. S'il n'ambitionne pas une impossible victoire militaire sur le franquisme, il se réfère à l'Algérie, où deux de ses fondateurs, Julian Madariaga et Ignacio Irigaray, se sont longtemps réfugiés, pour affirmer qu'une révolution peut triompher, en affaiblissant les bases sociopolitiques de ses adversaires.

Les quatre « fronts » de l'ETA

La première tentative de l'ETA, en 1961 — faire dérailler un train transportant des anciens combattants carlistes, — déclencha une telle répression qu'il lui fallut trois ans pour s'en remettre. Puis, peu à peu, l'organisation se donna des structures solides, mais aujourd'hui connues de la police, si bien qu'elle songe à en changer.

Quatre fronts ont été créés. Le front politique enseigne aux militants l'histoire du peuple basque, ainsi que les différents socialismes (« marxiste et humaniste », nous a précisé un de ses dirigeants). Le front socio-économique recueille les cotisations des adhérents (un jour de salaire par mois) ou les dons des sympathisants. « Nous n'attaquons les banques qu'en cas d'urgence, quand nous avons besoin d'armes, par exemple. Nous considérons en effet qu'une organisation au service du peuple doit vivre par le peuple. »

Le front culturel apprend l'euskera à ceux des séparatistes qui l'ignorent (la pratique du basque est obligatoire au sein de l'ETA). Il finance des associations — légales — qui s'efforcent de populariser la littérature et le folklore basques. Il participe à ce que les nationalistes traditionnels, aussi bien que les activistes, appellent l'« alphabétisation » d'Euzkadî : c'est-à-dire l'enseignement du basque dans les écoles (*ikastolas*) improvisées dans certaines localités.

Le front militaire, lors de stages d'entraînement dans les Pyrénées, apprend aux « activistes » le combat de rue, l'usage d'une mitrailleuse ou du plastic, l'orientation en montagne. Il achète ses armes au marché noir, notamment en Belgique (2). Ses hommes, à la base, sont formés en *irurkos* (trios), commandos qui ne se connaissent pas entre eux. L'organisation, pyramidale, aboutit au *hieraide* (province). Le Pays basque, français et espagnol, est divisé en six *hieraides*. Leurs chefs (*hieraides-burus*) forment un comité exécutif qui reçoit ses directives d'un *Biltzar* *Ttipia* (petite assemblée), composé des dirigeants du mouvement. Le *Biltzar* *Nagusia* (assemblée générale) se réunit tous les deux ou trois ans pour élaborer la politique de l'ETA, qui appelle *liberados* (hommes libérés) ses agents les plus actifs. Ceux-ci, qui vivent en Espagne sous une « couverture » quelconque, et qui sont armés, organisent les opérations. Plusieurs des accusés de Burgos étaient des *liberados*.

Les scissions « marxistes »

Depuis sa création, l'ETA n'a cessé de connaître, et d'affronter, la tentation marxiste. Plusieurs de ses dirigeants, inscrits au parti communiste espagnol, se sont déclarés dès le début partisans d'une unité d'action avec l'organisation de M. Santiago Carrillo. Les « nationalistes » ont toujours rejeté une telle alliance, car ils se méfient d'un système — le communisme — dont le centralisme et la réticence à l'égard des nationalismes ou des régionalismes sont bien connus. Une première scission eut lieu en 1967 entre les « nationalistes » et ceux qu'ils appellent les « espagnolistes », lesquels fondèrent l'ETA-Berri (nouveau), avant de se fondre, en partie tout au moins, au sein du P.C. espagnol.

La dernière scission, en août 1970, fut la plus importante. Deux mouvements se réclamèrent désormais du même sigle : les « nationalistes », menés par M. Juan José Echave, qui vit en France, semblent avoir entraîné une grande partie des « militaires » et des « culturels ». Ils sont surtout implantés en Guipuzcoa. Les « marxistes », conduits par M. José

Maria Escubi, qui habite la Belgique, ont avec eux les « politiques » et sont influents en Biscaye et parmi les émigrés.

Le débat qui les oppose, et qui a atteint un niveau théorique élevé dans le Journal *Zutik* (*Debout*) de l'ETA nationaliste, repose tout entier sur l'idée de nation. Les Basques forment-ils une nation ? Certains de nos interlocuteurs de Guipuzcoa nous ont parlé de « race basque », de « valeurs biologiques naturelles », de l'orgueil qu'il y a à parler une langue singulière et à constituer en quelque sorte un « mystère » historique — sentiment fortifié par un niveau de vie nettement plus élevé que dans le reste de l'Espagne.

Y a-t-il une nation basque ?

Les nationalistes, moins rudimentaires dans l'analyse, fondent leur sentiment ethnique sur les notions de « communauté psychique » et d'« unité culturelle ». Aux marxistes qui leur parlent d'une « nationalité basque » englobée dans la « nation » espagnole suivant le modèle soviétique, ils opposent une « nation » basque opprimée par l'« Etat » espagnol, lequel s'est développé à partir de la suprématie castillane, comme la France à partir de l'Ile-de-France, et le Royaume-Uni de l'Angleterre.

Pour les « patriotes », il n'y a pas un « nationalisme » qui serait réactionnaire et un autre qui serait « révolutionnaire » : le « social-impérialisme » du premier Etat socialiste de l'histoire leur semble, à cet égard, une démonstration suffisante. Ils rejettent la « conception mécaniste » qui consiste à dire, comme le font les marxistes de l'ETA, que l'instauration du socialisme en Espagne permettra de résoudre le problème basque. « On a dit la même chose il y a cinquante ans à la Géorgie et aux Etats baltes, écrivirent-ils. Et ils attendent toujours... »

Aussi ne pensent-ils pas, comme le proposent leurs adversaires, que « la première tâche soit de détruire l'appareil d'Etat espagnol ». Ils estiment, au contraire, que le problème basque doit être résolu en Euzkadî, où les conditions de la révolution sont mûres, alors qu'elles ne le sont pas, selon eux, en Espagne.

Tandis que l'ETA marxiste désigne comme premier adversaire le « capitalisme oppresseur », et propose, pour le renverser, l'alliance de toutes les forces révolutionnaires espagnoles (y compris celles des Basques), l'ETA nationaliste, repliée sur son idée nationale, entend se débarrasser d'abord de « l'occupant espagnol », le prolétariat espagnol lui paraissant participer autant que la bourgeoisie à son oppression.

C'est pourquoi les nationalistes de l'ETA se sentent très proches des autres mouvements basques, tant du côté français (Embata) que du côté espagnol (EGI, Aide patriotique basque, etc.). Leur ambition est de former un « front national » et d'utiliser toutes les méthodes de pression, y compris les raptés de diplomates étrangers.

CHARLES VANHECKE.

(Vendredi 11 décembre.)

(1) Le mot d'ordre de grève a été lancé le 19 octobre par le gouvernement d'Euzkadî, la Junta de résistance, le parti nationaliste basque, l'Alliance nationaliste, le parti socialiste (P.S.O.E.), et l'Alliance syndicale (U.G.T. socialiste, Solidarité des travailleurs basques, C.N.T. anarchiste).

(2) Cf. *La Révolte des Basques*, par Jean-Pierre Mogut. Ed. Jérôme Martineau.